



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/22110/Add.47  
9 décembre 1991  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

**EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS  
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT  
OU EN EST LEUR EXAMEN**

**Additif**

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente l'exposé succinct ci-après.

La liste des questions dont le Conseil de sécurité est saisi figure dans les documents S/22110 du 28 janvier 1991, S/22110/Add.3 et Corr.1 du 1er février 1991, S/22110/Add.13 du 25 avril 1991, S/22110/Add.21 du 22 juillet 1991, S/22110/Add.38 du 9 octobre 1991 et S/22110/Add.39 du 22 octobre 1991.

A sa 3020e séance (29 novembre 1991), privée, le Conseil a examiné le projet de rapport qu'il présenterait à l'Assemblée générale pour la période du 16 juin 1990 au 15 juin 1991. Il a adopté ce projet de rapport à l'unanimité.

Au cours de la semaine qui s'est terminée le 30 novembre 1991, le Conseil de sécurité s'est prononcé sur les questions ci-après.

Lettre datée du 24 novembre 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

Lettre datée du 21 novembre 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lettre datée du 26 novembre 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Représentant permanent de l'Allemagne auprès de l'ONU, dans une lettre datée du 21 novembre 1991 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/23232), a demandé que cet organe se réunisse d'urgence pour examiner la situation en Yougoslavie.

Le Représentant permanent de la France auprès de l'ONU, dans une lettre datée du 26 novembre 1991 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/23247), a demandé que cet organe se réunisse d'urgence pour examiner la situation en Yougoslavie.

Comme suite à ces demandes, et compte tenu d'une lettre datée du 24 novembre 1991 que le Secrétaire général avait adressée au Président du Conseil de sécurité (S/23239), ce dernier s'est réuni le 27 novembre 1991 (3018e séance).

Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Yougoslavie à participer au débat, comme ce représentant l'avait demandé, sans droit de vote.

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/23245) qui avait été établi lors de consultations du Conseil. Compte tenu des vues exprimées au cours de ces consultations, ainsi que de l'urgence de la question à l'examen, le Président a donné lecture de ce projet de texte comme il y avait été autorisé par les membres du Conseil.

Le Conseil a mis aux voix le projet de résolution S/23245, qu'il a adopté à l'unanimité en tant que résolution 721 (1991).

La résolution 721 (1991) est rédigée comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant sa résolution 713 (1991) du 25 septembre 1991,

Considérant la demande du Gouvernement yougoslave en vue de la mise en place d'une opération de maintien de la paix en Yougoslavie, telle que transmise dans la lettre du 26 novembre 1991 adressée par le Représentant permanent de la Yougoslavie au Président du Conseil de sécurité (S/23240),

Profondément préoccupé par les combats en Yougoslavie et par les graves violations des accords précédents de cessez-le-feu qui ont entraîné de lourdes pertes en vies humaines et des destructions matérielles étendues, et par les conséquences qui en résultent pour les Etats de la région,

Constatant que la prolongation et l'aggravation de cette situation constituent une menace à la paix et à la sécurité internationales,

Considérant aussi la lettre du 24 novembre 1991 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général au sujet de la mission effectuée en Yougoslavie par son Représentant personnel, ainsi que l'accord annexé à cette lettre signé à Genève le 23 novembre 1991 (S/23239),

Considérant également que, comme l'indique la lettre du 24 novembre 1991 adressée par le Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité (S/23239), tous les participants yougoslaves aux réunions avec le Représentant personnel du Secrétaire général ont déclaré qu'ils souhaitaient le déploiement aussi rapide que possible d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies,

1. Approuve les efforts du Secrétaire général et de son Représentant personnel, et exprime l'espoir que ces derniers poursuivront leurs contacts avec les parties yougoslaves, aussi rapidement que possible, de manière à ce que le Secrétaire général puisse présenter rapidement des recommandations au Conseil de sécurité, y compris sur la mise en place éventuelle en Yougoslavie d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies;

2. Fait sienne la déclaration du Représentant personnel du Secrétaire général aux parties selon laquelle une opération de maintien de la paix des Nations Unies ne peut être envisagée sans notamment le strict respect par toutes les parties de l'accord signé à Genève le 23 novembre 1991 et annexé à la lettre du Secrétaire général (S/23239);

3. Demande instamment aux parties yougoslaves de se conformer strictement à cet accord;

4. S'engage à examiner sans délai les recommandations susmentionnées du Secrétaire général et à adopter les décisions appropriées, y compris notamment sur toute recommandation portant sur la mise en place éventuelle d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies en Yougoslavie;

5. Décide de rester activement saisi de la question jusqu'à ce qu'intervienne une solution pacifique.

La situation au Moyen-Orient (voir S/7913, S/7923, S/7976, S/8000, S/8048, S/8066, S/8215, S/8242, S/8252, S/8269, S/8502, S/8525, S/8534, S/8564, S/8575, S/8584, S/8595, S/8747, S/8753, S/8807, S/8815, S/8828, S/8836, S/8885, S/8896, S/8960, S/9123, S/9135, S/9319, S/9382, S/9395, S/9406, S/9427 et Corr.1, S/9449, S/9452, S/9805, S/9812, S/9930, S/10327, S/10341, S/10554, S/10557, S/10703, S/10721, S/10729, S/10743, S/10770/Add.4, S/10855/Add.15, S/10855/Add.16, S/10855/Add.23, S/10855/Add.24, S/10855/Add.29, S/10855/Add.30, S/10855/Add.33, S/10855/Add.41, S/10855/Add.43, S/10855/Add.44, S/11185/Add.14, S/11185/Add.15, S/11185/Add.16, S/11185/Add.21, S/11185/Add.42/Rev.1, S/11185/Add.47, S/11593/Add.15, S/11593/Add.21, S/11593/Add.29, S/11593/Add.42, S/11593/Add.49, S/11935/Add.21, S/11935/Add.42, S/11935/Add.48, S/12269/Add.12, S/12269/Add.13, S/12269/Add.21, S/12269/Add.42, S/12269/Add.48, S/12520/Add.10, S/12520/Add.11, S/12520/Add.17, S/12520/Add.21, S/12520/Add.37, S/12520/Add.39, S/12520/Add.42, S/12520/Add.47, S/12520/Add.48, S/13033/Add.2, S/13033/Add.16, S/13033/Add.19, S/13033/Add.21, S/13033/Add.23, S/13033/Add.34, S/13033/Add.47, S/13033/Add.50,

S/13737/Add.15, S/13737/Add.16, S/13737/Add.21, S/13737/Add.24, S/13737/Add.25, S/13737/Add.26, S/13737/Add.33, S/13737/Add.47, S/13737/Add.50, S/14326/Add.10, S/14326/Add.11, S/14326/Add.20, S/14326/Add.24, S/14326/Add.28, S/14326/Add.29, S/14326/Add.47, S/14326/Add.50, S/14840/Add.8, S/14840/Add.21, S/14840/Add.22, S/14840/Add.23, S/14840/Add.24, S/14840/Add.25, S/14840/Add.27, S/14840/Add.30, S/14840/Add.31, S/14840/Add.32, S/14840/Add.33, S/14840/Add.37, S/14840/Add.42, S/14840/Add.48, S/15560/Add.3, S/15560/Add.21, S/15560/Add.29, S/15560/Add.37, S/15560/Add.42, S/15560/Add.45, S/15560/Add.47, S/15560/Add.48, S/16270/Add.6, S/16270/Add.7, S/16270/Add.8, S/16270/Add.15, S/16270/Add.20, S/16270/Add.21, S/16270/Add.34, S/16270/Add.35, S/16270/Add.40, S/16270/Add.47, S/16880/Add.8, S/16880/Add.9, S/16880/Add.10, S/16880/Add.15, S/16880/Add.20, S/16880/Add.21, S/16880/Add.41, S/16880/Add.46, S/17725/Add.2, S/17725/Add.15, S/17725/Add.21, S/17725/Add.28, S/17725/Add.35, S/17725/Add.38, S/17725/Add.43, S/17725/Add.47, S/18570/Add.2, S/18570/Add.21, S/18570/Add.30, S/18570/Add.47, S/19420/Add.2, S/19420/Add.3, S/19420/Add.4, S/19420/Add.18, S/19420/Add.19, S/19420/Add.22 et Corr.1, S/19420/Add.30, S/19420/Add.48, S/19420/Add.50, S/20370/Add.4, S/20370/Add.12, S/20370/Add.16, S/20370/Add.21, S/20370/Add.30, S/20370/Add.32, S/20370/Add.37, S/20370/Add.44, S/20370/Add.46, S/20370/Add.47, S/20370/Add.51, S/21100/Add.4, S/21100/Add.21, S/21100/Add.30, S/21100/Add.47, S/22110/Add.4, S/22110/Add.21 et S/22110/Add.30)

A sa 3019<sup>e</sup> séance (29 novembre 1991), le Conseil de sécurité a repris l'examen de la question. Il disposait pour cela du rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) portant sur la période du 21 mai au 20 novembre 1991 (S/23233 et Corr.1).

Le Président a appelé l'attention sur un projet de résolution (S/23250) qui avait été établi lors de consultations du Conseil de sécurité.

Le Conseil a mis aux voix le projet de résolution S/23250, qu'il a adopté à l'unanimité en tant que résolution 722 (1991).

La résolution 722 (1991) est rédigée comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement 1/,

Décide :

a) De demander aux parties intéressées d'appliquer immédiatement sa résolution 338 (1973), en date du 22 octobre 1973;

b) De renouveler le mandat de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement pour une autre période de six mois, soit jusqu'au 31 mai 1992;

c) De prier le Secrétaire général de soumettre, à la fin de cette période, un rapport sur l'évolution de la situation et sur les mesures prises pour appliquer la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité.

Après le vote, et dans le contexte de la résolution qui venait d'être adoptée et renouvelait le mandat de la FNUOD, le Président du Conseil de sécurité a fait au nom de cet organe et avec son autorisation la déclaration complémentaire ci-après (S/23253) :

"Comme on le sait, il est dit au paragraphe 24 du rapport du Secrétaire général sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (S/23233) que, 'malgré le calme qui règne actuellement dans le secteur Israël-Syrie, la situation demeure potentiellement dangereuse dans tout le Moyen-Orient et risque de le rester tant que l'on ne sera pas parvenu à un règlement d'ensemble couvrant tous les aspects du problème du Moyen-Orient'. Cette déclaration du Secrétaire général reflète les vues du Conseil de sécurité."

-----